

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** 114 (1969)  
**Heft:** 2

**Artikel:** La contestation  
**Autor:** Bach  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-343472>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## La contestation <sup>1</sup>

Ce vocable a pris soudain une signification et une sonorité guerrières depuis qu'il est devenu le synonyme de la révolte des étudiants des deux côtés du rideau de fer. Singulier pouvoir des mots! Celui-ci continue de plonger les esprits dans le désarroi. L'origine de la brutale remise en cause de mai à l'Ouest est connue. Les Universités étaient visées au premier chef, les contestataires exigeant une révision à la fois de la forme et du contenu de l'enseignement. Mais semblable postulat eût été impuissant à ébranler les institutions s'il ne s'était accompagné d'une remise en question de la société tout entière. Une société, aux yeux des révoltés, solidaire de ses Universités dans le mépris des mutations et des adaptations jugées indispensables, hostile de surcroît aux aspirations supérieures de l'homme. « La société de consommation est la société du découragement, tout entière orientée vers l'accumulation des moyens, la satisfaction boulimique des « besoins » et non vers le libre développement des hommes. » Dues à la plume d'un étudiant, ces lignes cernent le véritable problème. Ce n'est plus l'état de pénurie que l'on stigmatise comme facteur d'avitissement humain, mais la pléthore des biens et la frénésie des appétits. La critique de la société dite bourgeoise prend à l'improviste une orientation originale.

Constatons d'emblée qu'aucun des griefs adressés à cette société ne se réfère à l'idéologie subversive traditionnelle. La référence au foyer classique de la révolution est absente au cours de l'ardent printemps 1968. L'agitation du monde étudiantin derrière le rideau de fer, encore qu'elle n'ait pu prendre, sauf à Prague et pour d'autres raisons, le même

<sup>1</sup> Venant d'un commandant des écoles de recrues, ces propos sont de nature à intéresser particulièrement nos lecteurs.

Et nous saisissons cette occasion pour remercier vivement nos commandants d'écoles romands, comme aussi bien des officiers instructeurs, de leur fructueuse collaboration à notre revue romande. De toute évidence, elle nous est indispensable. Mft.

caractère de violence qu'en Europe occidentale, témoigne que la contestation ne s'alimente plus aux thèses de combat soviétiques. Un des maîtres à penser de la jeunesse révoltée, H. Marcuse, implique d'ailleurs sans ambiguïté les pays de l'Est dans son examen de la crise des sociétés modernes : « Je crois qu'il faut envisager cette crise comme la rencontre de tendances disparates, objectives et subjectives, des tendances d'ordre économique, d'ordre politique et d'ordre moral, et cela à l'Est comme à l'Ouest ». Ainsi, pour la première fois depuis fort longtemps, l'Est et l'Ouest, toutes idéologies de guerre rangées, connaissaient une remise en question de leurs philosophies politiques élaborée à partir de principes en quelque sorte neutres <sup>1</sup>.

A l'arrière-plan de l'agitation estudiantine, on a discerné cependant l'ombre d'une révolution culturelle à la chinoise : remise en question permanente des acquis, effervescence continue destinée à perpétuer dans les esprits la démangeaison révolutionnaire. De fait, la hausse générale du niveau de vie a émoussé les instincts révolutionnaires du « prolétariat » occidental dont l'hostilité au capital s'atténue à proportion des profits qu'il en retire. La classe ouvrière affiche de plus en plus une mentalité de nantie. De peur qu'elle n'oublie sa conscience de classe, il faut secouer ses instincts de combat. L'épouvantail du capitalisme ne suffisant plus à l'enflammer, on y substituera la technocratie, nouvel ennemi désigné. C'est en tout cas ce que semblent signifier les lignes suivantes : « Le modèle culturel privilégié jusqu'ici, celui de la technique scientifique, devient la forme générale de l'idéologie bourgeoise oppressive. La technocratie sous tous ses aspects est le mode d'organisation à abattre » <sup>2</sup>. Restant entendu que l'intelligentsia pro-

<sup>1</sup> Jean Cau évoquait cette étrangeté d'une manière plaisante dans un article du Figaro paru à quelques semaines des événements : « Le brave PC, qui ne demandait qu'à roupiller sur son bas de laine électoral, a été réveillé en sursaut par les pétards de mai et contraint dare-dare de se farder de rouge et de chanter l'Internationale. Juste au moment où il devenait radical-socialiste via le poujadisme, voilà-t-il pas que l'Histoire l'a forcé à remettre entre ses mâchoires édentées le vieux couteau de la révolution ? »

<sup>2</sup> P. Trotignon in Revue de l'Arc, numéro spécial 1966.

gressiste est le levain de ce nouveau pourchas révolutionnaire.

Si l'on fait abstraction du galimatias révolutionnaire traditionnel, adapté tant bien que mal au fait social d'aujourd'hui, on retrouve l'émouvante revendication du paradis terrestre au cœur de la contestation moderne: société fraternelle, génératrice de bonheur humain; libertés étendues jusqu'aux extrêmes limites; travail considéré comme un jeu comme le souhaitait Fourier. Encore que ce socialiste utopique ait énoncé avec courage les conditions susceptibles de réaliser les délices terrestres et de transformer les travaux en plaisir en leur attachant « des amorces plus séduisantes peut-être que ne sont aujourd'hui celles des festins, bals et spectacles ». Tandis qu'on cherche en vain, dans les sombres vaticinations des théoriciens modernes, trace d'une esquisse de ce paradis social dont ils nous rebattent les oreilles. Nous savons depuis Marcuse que la Fin de l'Utopie consiste à faire le bonheur des hommes au prix d'un bouleversement de la société contemporaine mauvaise. Cette société qui est capable, à ses yeux, « d'empêcher tout changement social », verrouillée qu'elle demeure par un système de production « totalitaire ». Mais le profil de la société nouvelle, idéale, ne nous est pas proposé. Or, jeter la torche sur un monde détestable, impuissant à auréoler d'un supplément d'âme des mécanismes sociaux viciés par l'émulation féroce du profit et de la production, est une chose; y substituer un monde meilleur en est une autre. Encore faut-il savoir lequel. La révolution n'est pas un spécifique quand on ignore où l'on va. Ces aimables théoriciens du chambardement ne feraient-ils pas de la révolution pour la révolution? <sup>1</sup>

Supposé même qu'ils sachent où ils vont, le moyen préconisé reste douteux. On pourrait placer quelque espoir en la révolution s'il était avéré qu'elle accouche nécessairement d'un

<sup>1</sup> La révolte de mai a inspiré, il faut le dire, de beaux cris, par exemple: « Nous refusons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de périr d'ennui ». Cohen-Bendit. *Le Monde* 14. 5. 68.

monde meilleur. D'ordinaire l'optimisme ne résiste pas à l'expérience. Rien ne ressemble davantage aux sociétés labourées par les révolutions que celles qui les ont précédées. A la rigueur, admettons qu'elles déplacent tout au plus le centre de gravité de la misère et de la souffrance humaines sans en réduire jamais la somme. Les koulaks de la révolution russe et les aristocrates de la française payèrent assurément de leur sort le bonheur présumé du prolétariat soviétique et celui de la bourgeoisie de Thermidor. N'est-il pas loisible d'imaginer une mutation pacifique des sociétés française et russe, aux périodes considérées, grâce à laquelle koulaks et aristocrates eussent pu, s'adaptant, à la fois survivre et prospérer? Et ne tient-on pas trop aisément pour des décrets impérieux de l'histoire ce qui fut en réalité des caprices bouffons?

Autre égarement. La classe bourgeoise des technocrates constitue pour les néo-marxistes l'obstacle majeur à l'avènement de la société moderne régénérée; d'où découle fatalement que le « prolétariat » devient le bénéficiaire unique de l'opération. Trotignon, on l'a vu, le déclare implicitement. Nous voguons ici en pleine aberration et en pleine iniquité. Décidément, les vieux schémas marxistes n'ont pas déserté le cerveau des novateurs. Décréter qu'une classe sociale est la seule dépositaire de la vocation du bonheur social, d'où dérive naturellement que les autres doivent faire les frais de sa promotion, relève de l'injustice la plus criante. La seule posture acceptable consisterait au contraire à améliorer la condition de toutes les « classes » simultanément, sans prononcer d'exclusive. Ce à quoi le développement économique moderne pourvoit fort bien, sans souci des théoriciens marxisants et de leurs contes de nourrice. Au reste, l'idée de classe, en Occident tout au moins, n'est plus qu'une réminiscence dénuée de contenu réel des concepts de bataille du siècle passé et du début de celui-ci. Ces concepts surannés conservent leur valeur explosive — et électorale — à la faveur de l'engouement bien connu des mortels pour les expressions consacrées, quand

bien même elles sonnent aussi creux que des outres vides! <sup>1</sup>

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, affirmons en résumé qu'une philosophie sociale équitable et sensée devrait susciter l'effort de tous en vue de promouvoir une société qui accorde à chacun la totalité de ses chances ou, pour reprendre l'expression progressiste, son content de « bonheur social ». Seuls d'incurables romantiques, ou des novateurs à rebours, peuvent introduire une sorte de prédestination en ces matières. Ajoutons, s'il est besoin encore de le préciser, qu'il s'en faut de beaucoup que la société seule puisse dispenser le bonheur. Son pouvoir prend fin aux limites des dispositions personnelles. Qui plus est, même supérieurement organisée et gérée, la société ne saurait répondre aux vœux unanimes des partenaires. Elle leur demeure par quelque côté étrangère, voire hostile. L'autorité dont elle doit faire preuve, les contraintes qu'elle est tenue d'exercer suscitent à coup sûr des oppositions, l'individu ne tolérant les contraintes qu'autant qu'elles préservent sa part réelle ou imaginaire d'autonomie, et les repoussant pour le reste. Nier ces évidences, c'est s'abandonner aux chimères. Et Marcuse lui-même, annonçant la Fin de l'Utopie, reste suspect de s'en être mal libéré.

Ceci étant, passons à d'autres aspects du problème. Nous ne sommes pas tentés de juger ce qui s'est passé hors de nos frontières. Au mieux, nous pouvons en tirer quelques enseignements, le reste n'étant pas notre affaire.

L'impact sur la jeunesse intellectuelle des thèses que nous avons sommairement analysées plus haut est évident. Elles rejoignent et renforcent sa propension naturelle aux solutions radicales, son ambition de transformer une réalité quotidienne

<sup>1</sup> Rendons cette justice à H. Marcuse qu'il se détache nettement des marxistes orthodoxes. Il est conscient que le schéma classique ne s'applique plus à une société qui satisfait désormais les besoins du plus grand nombre. Pour « libérer » l'homme de cette société qui le comble matériellement, il faut créer de nouveaux besoins qui entraîneront de nouveaux élans révolutionnaires. Mais en prévision de quels lendemains qui chantent? L'ouvrage « La Fin de l'Utopie » (Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1968), pas plus qu'« Eros et civilisation » (Les Editions de Minuit, Paris, 1963), n'apportent de réponse satisfaisante à cette question essentielle.

fertile en frictions, ses aspirations à jouer un rôle proportionné à ses effectifs et à l'importance qu'elle se sent. A vingt ans, on refait le monde. L'occasion en était offerte soudain, des pontifes fournissant à point donné les alibis idéologiques propres à draper de dignité une envie incoercible de chahut. Se serait-il produit si de sérieux motifs d'insatisfaction et d'angoisse n'avaient par ailleurs existé?

Il y a dix ans, A. Sauvy écrivait ces lignes prophétiques : « Si l'accueil aux jeunes n'est pas organisé, pleinement assuré, ils sauront briser la carapace malthusienne qui s'oppose en fait à leur accès; ils le feront alors dans le désordre et la violence, mais la responsabilité en incombera entièrement à leurs aînés ». Nombre de jeunes gens craignent de manquer d'emploi dans les pays qui nous entourent. Leur inquiétude diffuse ressort d'une enquête menée récemment sous l'égide de l'UNESCO. En France, 85 % des jeunes interrogés souhaitent avoir leur « sécurité assurée ». Elle ne leur paraît donc nullement garantie par la société dans laquelle ils vont entrer. Cette menace du sous-emploi ne guette pas seulement dans les secteurs professionnels sans formation universitaire. Elle se manifeste aussi sur le « marché des intellectuels ». On a souvent cité les chiffres suivants : 70 000 étudiants en France avant la dernière guerre, 500 000 de nos jours, tout en relevant que cette progression n'était pas le fruit exclusif de l'expansion démographique, mais bien en partie le résultat d'une orientation fautive de l'enseignement. A première vue il semble qu'une nation de cinquante millions d'habitants peut absorber les intellectuels qu'elle fabrique. Le rapport, authentique dit-on, entre les vingt emplois réservés aux sociologues d'une Université régionale qui en forme quatre cents est pourtant révélateur d'un déséquilibre et partant d'un malaise d'autant plus grave qu'il n'est pas limité à ce domaine de l'enseignement. Semblable état de choses fait courir une vibration inquiétante dans une couche sociale sensitive et impressionnable, encline par nature aux entreprises radicales. La révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle comme la russe, le réveil brutal des natio-

nalismes italien et allemand et leur dévoiement dans l'aventure fasciste ont été l'œuvre de nations à prépondérance de jeunes. Sommes-nous à l'abri de pareils malaises, engendrés par des causes analogues?

On fait souvent état du fossé qui sépare les générations. Existe-t-il réellement? Sans conteste les jeunes ne forment pas seulement une masse autonome de consommateurs, ayant des besoins propres. Ils ont en commun un langage, des idéaux et des idiosyncrasies. Ajoutons: le sens d'une certaine identité de destin. Néanmoins ils éprouvent un besoin plus vif que leurs aînés, qui font la part des choses, de se fondre dans une communauté fraternelle. Bien plus, ils réagissent vigoureusement aux contradictions et aux vicissitudes du monde contemporain faute de blindage de la sensibilité: primauté de l'économique sur le spirituel; discordance dramatique entre la richesse des nations nanties et l'indigence du Tiers-Monde; mépris sous-jacent pour les non-réussites sociales d'une communauté qui prétend s'inspirer des maximes chrétiennes; persistance d'un ordre international détérioré, contenant en germe des conflits dont ils déclinent à juste titre la responsabilité, etc. D'insolites réflexes mentaux d'auto-défense les vouent à ignorer un passé récent dont ils flairent les relents démentiels; à cet égard le film « Hitler, connais pas » est particulièrement révélateur. Pour eux, leurs devanciers sont des hommes qui n'ont rien su prévoir, rien su éviter. D'où une irritation à leur égard qui se transforme rapidement en mépris et en violence.

Il faudra donc apprendre non seulement à les associer à notre destin national, sans jouer au Père Noël, mais aussi à leur donner de bons exemples. Sans compter quelques exutoires nouveaux à leurs prurits d'engagement.

Cette liste des sujets de désaccords n'est certes pas exhaustive. Elle révèle une partie de ce qui les sépare de nous. Confessons que les jeunes ne sont pas privés de motifs réels d'irritation. Il n'empêche que nous ne pouvons nous défaire de l'impression que leur conception des rapports entre l'homme et la société



est sentimentale, mélodramatique et pour tout dire un peu naïve, leurs indignations excessives. Un peu plus de lucidité ne leur messierait pas. Que ne tournent-ils par exemple leurs prophètes abscons en dérision, comme le reste? L'irrespect est tonique quand on ne limite pas son champ de propos délibéré!

Notre devoir est de leur faire place parmi nous, d'accepter à la fois le dialogue et la participation à nos activités. Notre devoir est aussi de leur enseigner qu'un monde meilleur se construit avec patience et sagesse, et non dans le chaos et la violence. Peut-être nous entendront-ils. Mais s'ils se bornent à hurler à nos oreilles que nous les dégoûtons, qu'ils aspirent à un bonheur surhumain que nous les empêchons de saisir et qu'ils le prendront de force, fermons-leur le bec. Si, plutôt que de retrousser les manches et de bâtir en notre compagnie, ils veulent se casser la tête contre les murs, qu'ils se la cassent. La révolution est une chose trop grave pour être livrée aux mains rageuses d'enfants.

Colonel EMG BACH

---

## **Permanence des traditions militaires suisses**

Lors du dernier cours d'information<sup>1</sup> destiné aux commandants de troupe de la Division mécanisée 1, le major Montfort a prononcé une conférence sur la « Permanence de nos traditions militaires ». Un tel sujet dépasse le cadre de l'information. N'est-il pas la clé de notre système militaire et l'explication des devoirs que celui-ci impose à chaque officier? C'est la raison pour laquelle je suis heureux que l'étude approfondie et précise du major Montfort soit publiée dans la *Revue Militaire Suisse* comme une réponse aux nombreuses questions que nous nous posons en face de l'évolution de la guerre<sup>2</sup>.

Colonel-divisionnaire Dénéraz

### 1. INTRODUCTION

Lorsque l'on veut empoigner ce sujet, on se heurte immédiatement à un écueil important. Perfide serait plus exact.

<sup>1</sup> 1968.

<sup>2</sup> La *Revue militaire suisse* est heureuse à son tour de déférer au désir du Commandant de la Division mécanisée 1 en accueillant, avec plaisir, cette étude. (Réd.)